Burundi : Un militant anti-corruption libéré sous caution

@rib News, 21/02/2012 â€“ Source AFPLe prÃ©sident d'une association burundaise de lutte contre la corruption, arrÃªtÃ© le 7 fÃ©vrier pour Â«Â fausses dÃ©clarationsÂ Â», a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© mardi sous caution. Â«Â Faustin Ndikumana vient de sortir de aprÃ¨s avoir bÃ©nÃ©ficiÃ© d'une libertÃ© provisoire sous conditions, et malheureusement, il a dÃ» payer une cautionÂ Â», a annoncÃ© son avocat Me Lambert Nsabimana.Selon des sources judiciaires, M. Ndikumana, prÃ©sident de Parole et action pour le rÃ©veil des consciences et l'Ã©volution des mentalitÃ©s (Parcem) a payÃ© un million de francs burundais (565 euros). Il doit rester dans la circonscription de la Mairie de Bujumbura et se prÃ©senter devant le juge une fois par semaine.
Ces conditions ont Ã©tÃ© confirmÃ©es par son avocat, qui a regrettÃ© que son Â«Â client n'ait pas bÃ©nÃ©ficiÃ© d'une relaxe simple car il n'a commis aucune infractionÂ Â».M. Ndikumana avait Ã©tÃ© incarcÃ©rÃ© sur plainte du ministre de la justice, Pascal Barandagiye, pour Â«Â fausses dÃ©clarations et pour propos diffamatoiresÂ Â», suite, notamment, Ã une lettre qu'il lui avait adressÃ©e.Selon une copie de la plainte, il y affirmait que pour obtenir un emploi Ã la magistrature, il fallait payer deux millions de francs (1.135 EUR) et que Â«Â le ministre de la justice (avait) une part de responsabilitÃ© dans cet Ã©tat de faitÂ Â».Â«Â Je suis satisfait de quitter la prison oÃ¹ je viens de passer deux semaines pour rien car tout ce que j'ai dit est vrai et a d'ailleurs dÃ©jÃ Ã©tÃ© dit par plusieurs hauts responsables de ce paysÂ Â», a dÃ©clarÃ© mardi M. Ndikumana.Vendr la justice avait dÃ©cidÃ© son maintien en dÃ©tention. Â«Â VoilÃ encore une bizarrerie de plus Ã mettre sur le compte de la justice burundaise (...) La cour a confirmÃ© vendredi mon maintien en dÃ©tention et voilÃ que je suis libÃ©rÃ© quatre jours aprÃ¨sÂ Â», a glissÃ© le militant.Selon des sources diplomatiques et gouvernementales, M. Ndikumana a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© suite pressions de la communautÃ© internationale, notamment de l'Union europÃ©enne, principal bailleur de fonds du pays.Le Burundi est considÃ©rÃ© comme l'un des pays les plus corrompus du monde, notamment par l'organisation Transparency International. De nombreux reprÃ©sentants de la sociÃ©tÃ© civile ont dÃ©jÃ connu la prison et sont rÃ©guliÃ¨rement menacÃ© mort.